FERHAT (Ismail), *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*

Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, 2018, 334 p.

Arthur Delaporte

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4953>

DOI : 10.4000/histoire-education.4953

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 133-135

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Arthur Delaporte, « FERHAT (Ismail), *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 152 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4953> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4953>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2022.

© Tous droits réservés

FERHAT (Ismaïl), *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*

Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, 2018, 334 p.

Arthur Delaporte

RÉFÉRENCE

FERHAT (Ismaïl), *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*, Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, 2018, 334 p.

- 1 L'ouvrage d'Ismaïl Ferhat, issu de sa thèse sous la direction de Marc Lazar et soutenue en 2013 à Sciences Po Paris, permet d'éclairer l'une des facettes de la crise du Parti socialiste : les origines de la rupture avec les enseignants, sa base militante et électorale. Cette crise est, en effet, bien antérieure aux mouvements sociaux des années 1997 à 2000 contre la politique de Claude Allègre.
- 2 L'ouvrage ne se contente pas d'étudier les rapports entre le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) sur une période allant de 1971 à 1992, c'est-à-dire du congrès d'Épinay à la scission de la « forteresse enseignante ». Ismaïl Ferhat consacre l'ensemble de sa première partie aux relations entre le socialisme et le monde enseignant, de la fin du XIX^e siècle au congrès fondateur du PS en 1971. Ce développement liminaire permet de rappeler l'importance du terrain enseignant républicain et laïc dans le milieu partisan socialiste. « Pilier historique » du lien entre l'École et les socialistes, le Syndicat national des instituteurs (SNI), né en 1920, a dominé la Fédération générale de l'enseignement (FGE), constituée en 1929 et renommée Fédération de l'Éducation nationale en 1946, qui vote pour son autonomie vis-à-vis de la CGT en 1948. La FEN est alors un acteur majeur de ce qu'Ismaïl Ferhat

appelle « la galaxie laïque », définie comme « l'ensemble des organisations se reconnaissant dans la référence militante à la laïcité, en particulier dans le domaine éducatif [et qui] constituait un véritable écosystème pour le socialisme français jusqu'aux années 1980 ». La FEN est notamment membre du Cartel national d'action laïque (CNAL) créé en 1947. La fédération n'est pas une courroie de transmission de la SFIO : les relations sont fondées « sur le modèle de réseaux souples et sur une convergence culturelle ». Aux phases de proximité succède une prise de distance, à partir de la fin des années 1950 en particulier. À l'exception de la référence au plan Langevin-Wallon de 1947, il n'y a pas de véritable base programmatique jusqu'au milieu des années 1960.

- 3 La période 1971-1992, étudiée au fil des quatre parties suivantes, est celle d'un tournant. La FEN obtient le statut d'organisation représentative en 1975 et revendique plus de 500 000 adhérents. Les intérêts croisés des deux organisations, « coalition de cause », se traduisent dans le travail programmatique. Le SNI milite ainsi pour le projet « d'école fondamentale », ce qui n'est pas sans susciter des tensions en interne : les cadres enseignants du PS sont plutôt issus du second degré et donc moins favorables à ce projet. La vision du collège constitue, jusqu'au milieu des années 1980, un objet de tensions à l'intérieur même de la FEN et entre la FEN et le PS.
- 4 L'intérêt porté dans la seconde partie (1971-1975) au jeu des tendances au sein de la FEN et à celui des courants au sein du PS met en évidence l'importance de l'analyse sub-organisationnelle. Au début des années 1970, les courants cherchent à investir le monde enseignant : les miterrandiens fondent l'association Démocratie et Université, le CERES de Jean-Pierre Chevènement crée École et socialisme, une association destinée à faire la jonction entre la majorité de la FEN et le CERES... La situation se stabilise à partir de 1975 : la majorité UID de la FEN redevient le débouché principal de l'engagement syndical des socialistes face aux communistes de la tendance Unité et action. « L'homothétie politico syndicale » est encore plus nette avec la rupture du programme commun en 1977.
- 5 La seconde moitié des années 1970, étudiée dans la troisième partie, constitue un « âge d'or en trompe-l'œil » des relations entre la fédération et le parti. Ce dernier organise, sous l'impulsion de Louis Mexandeau et du secteur éducation nouvellement créé, une journée des enseignants socialistes en 1975. Si les enseignants constituent dans les années 1970 de 30 à 43 % des membres du comité directeur et une part croissante des parlementaires — la proportion culmine à 30,5 % en 1981, et même à 47,9 % si l'on ne prend en compte que la part des enseignants et personnels éducatifs présents à l'Assemblée nationale —, la part de ceux qui sont issus du primaire tend à diminuer.
- 6 L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, étudiée dans la quatrième partie, marque une rupture forte. Les enseignants sont de moins en moins nombreux dans les instances dirigeantes, et singulièrement au sein du secteur éducation du PS, où les professeurs sont remplacés par des hauts fonctionnaires et des membres de cabinets ministériels. Cette place nouvelle des experts s'accompagne d'une évolution des discours, influencée par le *New public management*. Alors qu'elle était perçue comme un partenaire essentiel dans l'élaboration et l'acceptation des réformes, la FEN, en proie à ses divisions et dont l'absence de combativité face au gouvernement socialiste est dénoncée en interne, est de moins en moins associée. De soutiens indispensables, les enseignants sont désormais perçus par certaines élites dirigeantes du PS comme un « milieu corporatiste » rétif au changement. Les autres associations socialistes

destinées à entretenir le lien avec le milieu enseignant (groupes socialistes d'entreprises, cercles Jean Jaurès notamment), déjà déclinantes dans la seconde moitié des années 1970, disparaissent. Après 1984 et l'échec de la réforme Savary qui signe la fin de la promesse de SPULEN (Service public unifié et laïque de l'Éducation nationale), on observe une forme de mise de côté de la question laïque qui divise le PS, la FEN et, au-delà, l'ensemble de « la galaxie laïque ». L'arrivée de Lionel Jospin au ministère de l'Éducation nationale en 1988 se traduit donc par l'ignorance des projets négociés avant l'élection entre la FEN et Laurent Fabius.

- 7 La cinquième partie, allant de la défaite socialiste en 1986 à la dislocation de la FEN en 1992, voit la dégradation des relations entre la fédération et le PS. Ces années sont également marquées par une mutation profonde de la sociologie du corps enseignant. Le SNI-PEGC est affaibli par le phénomène de désyndicalisation auquel s'ajoute l'évolution de la démographie enseignante, défavorable aux instituteurs et consécutive aux vagues de recrutement dans l'enseignement secondaire depuis les années 1960. La disparition du corps des PEGC (leur recrutement prenant fin en 1986), sonne définitivement le glas du projet « d'école fondamentale ». L'unité de la fédération est menacée alors que se multiplient les projets de recomposition syndicale. La montée en puissance relative du Syndicat de l'enseignement secondaire — le SNES dominé par Unité et action — et les stratégies pour tenter d'éviter le basculement de la majorité ont raison de l'unité de la fédération en 1992, sans que le PS ne prenne de position claire sur le sujet.
- 8 Le projet de cet ouvrage — qui apporte un riche éclairage sur une période trop peu étudiée de l'histoire du syndicalisme enseignant — est de mener une « histoire des interfaces ». C'est donc essentiellement à travers les institutions que les rapports entre socialistes et enseignants sont abordés. Cette démarche se traduit par une étude minutieuse et inédite des fonds d'archives des deux organisations et par la cinquantaine de témoins interrogés, cadres nationaux de la FEN ou du PS. On aurait peut-être aimé en savoir plus sur les rapports au quotidien entre des acteurs multipositionnés — à la fois socialistes, enseignants et militants laïcs — et sur la manière dont ont été localement gérées les tensions, les appartenances multiples et les conflits de loyauté lorsque les stratégies des organisations divergeaient.
- 9 Cet ouvrage, clair et agréable à lire, est donc précieux pour retracer la synthèse dynamique des rapports entre les deux organisations, concomitante du délitement de la FEN et de l'accession au pouvoir du PS qui connaît aussi ses premiers revers électoraux. Au-delà, il s'agit d'une contribution utile à l'histoire de la gauche dans le second XX^e siècle.